

Copyright

© Translation Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)

All rights of reproduction, of public communication, of adaptation, of distribution or of dissemination via Internet, internal network or any other means are strictly reserved in all countries.

Caption

On 3 May 1950, in a written reflection, Jean Monnet expressed the need for France to initiate cooperation between the European states.

Note de réflexion de Jean Monnet (3 mai 1950)

De quelque côté qu'on se tourne, dans la situation du monde actuel, on ne rencontre que des impasses, qu'il s'agisse de l'acceptation grandissante d'une guerre jugée inévitable, du problème de l'Allemagne, de la continuation du relèvement français, de l'organisation de l'Europe, de la place même de la France dans l'Europe et dans le Monde.

D'une pareille situation, il n'est qu'un moyen de sortir : une action concrète et résolue, portant sur un point limité mais décisif, qui entraîne sur ce point un changement fondamental et, de proche en proche, modifie les termes mêmes de l'ensemble des problèmes. C'est dans cet esprit qu'a été formulée la proposition présentée en annexe. Les réflexions ci-dessous résument les constatations qui y ont conduit.

I

Les esprits se cristallisent sur un objet simple et dangereux : la guerre froide.

Toutes les propositions, toutes les actions sont interprétées par l'opinion publique comme une contribution à la guerre froide.

La guerre froide, dont l'objectif essentiel est de faire céder l'adversaire, est la première phase de la guerre véritable.

Cette perspective crée chez les dirigeants une rigidité de pensée caractéristique de la poursuite d'un objet unique. La recherche des solutions des problèmes disparaît. Cette rigidité de pensée, d'objectif de part et d'autre amène inévitablement un choc qui est dans la logique inéluctable de cette perspective. De ce choc naîtra la guerre.

En fait, déjà nous sommes en guerre.

Il faut changer le cours des événements ; pour cela, il faut changer l'esprit des hommes. Des paroles n'y suffisent pas. Seule une action immédiate portant sur un point essentiel peut changer l'état statique actuel. Il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique qui change les choses et fasse entrer dans la réalité les espoirs auxquels les peuples sont sur le point de ne plus croire. Et

ainsi donner aux peuples des pays « libres » de l'espoir dans les objectifs plus lointains qui leur seront assignés, et créera chez eux la détermination active de les poursuivre.

II

La situation allemande devient rapidement un cancer dangereux pour la paix, dans un avenir prochain, et pour la France immédiatement, si son développement n'est pas dirigé pour les Allemands vers l'espoir et la collaboration avec les peuples libres.

Cette situation ne peut pas être réglée par l'unification de l'Allemagne, car il faudrait un accord U.S.A. - U.R.S.S., impossible à concevoir pour le moment.

Elle ne peut pas être réglée par l'intégration de l'Ouest allemand avec l'Occident :

- car les Allemands de l'Ouest se mettraient de ce fait, vis-à-vis de l'Est, en situation d'avoir accepté la séparation, tandis que l'Unité doit nécessairement être leur objectif constant ;
- car l'intégration pose la question de l'armement de l'Allemagne, et entraînera la guerre, provocation vis-à-vis des Russes ;
- pour des questions politiques insolubles.

Et cependant, les Américains vont insister pour que l'intégration de l'Ouest se fasse :

- parce qu'ils veulent que quelque chose se fasse et qu'ils n'ont pas d'autre idée prochaine ;
- parce qu'ils doutent de la solidité et du dynamisme français.

Certains pensent qu'il faut commencer l'établissement d'un remplaçant pour la France.

Il ne faut pas chercher à régler le problème allemand qui ne peut être réglé avec les données actuelles. Il faut en changer les données en les transformant.

Il faut entreprendre une action dynamique qui transforme la situation allemande et oriente l'esprit des Allemands, et non pas rechercher un règlement statique sur les données actuelles.

III

La continuation du relèvement de la France sera arrêtée si la question de la production industrielle allemande et de sa capacité de concurrence n'est pas réglée rapidement.

La base de la supériorité que les industriels français reconnaissent traditionnellement à l'Allemagne est sa production d'acier à un prix que ne peut concurrencer la France. D'où ils concluent que toute la production française en est handicapée.

Déjà l'Allemagne demande d'augmenter sa production de 11 à 14 millions de tonnes. Nous refuserons, mais les Américains insisteront. Finalement nous ferons des réserves, mais nous céderons. En même temps la production française plafonne ou même baisse.

Il suffit d'énoncer ces faits pour n'avoir pas besoin d'en décrire en grands détails les conséquences : Allemagne en expansion, dumping allemand à l'exportation - demande de protection pour les industries françaises - arrêt ou camouflage de la libération des échanges - recréation des cartels d'avant-guerre - orientation éventuelle de l'expansion allemande vers l'Est, prélude aux accords politiques - France retombée dans l'ornière d'une production limitée protégée.

Les décisions qui vont amener cette situation vont être amorcées sinon prises à la Conférence de Londres sous pression américaine.

Or les U.S.A. ne souhaitent pas que les choses se développent ainsi. Ils accepteront une autre solution si elle est dynamique et constructive, surtout si elle est proposée par la France.

Avec la solution proposée disparaît la question de la domination de l'industrie allemande, dont l'existence créerait en Europe une crainte, cause de troubles constants, finalement empêcherait l'Union de l'Europe et causerait à nouveau la perte de l'Allemagne elle-même. Cette solution crée au contraire pour l'industrie tant allemande que française et européenne des conditions d'expansion commune dans la concurrence mais sans domination.

Au point de vue français, une telle solution met l'industrie française sur la même base de départ que l'industrie allemande, élimine le dumping à l'exportation qu'autrement poursuivrait l'industrie allemande de l'acier, fait participer l'industrie d'acier française à l'expansion européenne, sans crainte de dumping, sans la tentation du cartel. La crainte chez les industriels qui entraînerait le malthusianisme, l'arrêt des « libéralisations » et finalement le retour aux ornières du passé, sera éliminée. Le plus grand obstacle à la continuation du progrès industriel français aura été écarté.

IV

Nous avons été jusqu'à ce jour engagés dans un effort de l'organisation de l'Ouest à la fois économique, militaire et politique : O.E.C.E., Pacte de Bruxelles, Strasbourg.

L'expérience de deux années, les discussions de l'O.E.C.E. sur les accords de paiement, la libération des échanges, etc., le programme d'armement soumis à la dernière réunion de Bruxelles, les discussions de Strasbourg, les efforts, qui restent sans résultats concrets, pour aboutir à une union douanière franco-

italienne, montrent que nous ne faisons aucun progrès réel vers le but que nous nous sommes assigné et qui est l'organisation de l'Europe, son développement économique, et sa sécurité collective.

L'Angleterre, toute désireuse qu'elle soit de collaborer avec l'Europe, ne consentira rien qui puisse avoir pour conséquence de détendre ses liens avec les Dominions ou de l'engager avec l'Europe au-delà des engagements pris par l'Amérique elle-même.

L'Allemagne, élément essentiel de l'Europe, ne peut être engagée dans l'organisation européenne dans l'état actuel des choses, pour les raisons exposées ci-dessus.

Il est certain que la continuation de l'action entreprise dans les voies dans lesquelles nous nous sommes engagés, conduit à une impasse et, en outre, risque de laisser passer le temps pendant lequel cette organisation de l'Europe aurait été possible.

En effet, les peuples d'Europe n'entendent que des paroles. Ils ne croiront bientôt plus à l'idéal que les gouvernements persistent à leur offrir, mais qui n'en reste qu'à de vains discours et à des réunions futiles.

L'opinion publique américaine ne soutiendra pas l'action commune et la participation américaine, si l'Europe ne se montre pas dynamique.

Pour la paix future, la création d'une Europe dynamique est indispensable. Une association des peuples « libres » à laquelle participera l'U.S.A. n'exclut pas la création d'une Europe ; au contraire, parce que cette association sera fondée sur la liberté, donc sur la diversité, l'Europe, si elle est adaptée aux nouvelles conditions du monde, développera ses facultés créatrices, et ainsi, graduellement, apparaîtra une force d'équilibre.

Il faut donc abandonner les formes passées et entrer dans une voie de transformation, à la fois par la création de conditions économiques de base communes et par l'instauration d'autorités nouvelles acceptées par les souverainetés nationales.

L'Europe n'a jamais existé. Ce n'est pas l'addition de souverainetés réunies dans des conseils qui crée une entité. Il faut véritablement créer l'Europe, qu'elle se manifeste à elle-même et à l'opinion américaine et qu'elle ait confiance en son propre avenir.

Cette création, au moment où se pose la question d'une association avec une Amérique si forte, est indispensable, pour marquer que les pays d'Europe ne s'abandonnent pas à la facilité, qu'ils ne cèdent pas à la crainte, qu'ils croient en eux-mêmes, et qu'ils créent sans délai le premier instrument de la réalisation d'une Europe, au sein de la communauté nouvelle des peuples libres et pacifiques à laquelle elle apportera l'équilibre et la continuation de sa pensée créatrice.

V

Dans le moment présent, l'Europe ne peut naître que de la France. Seule la France peut parler et agir.

Mais si la France ne parle pas et n'agit pas maintenant, que se passera-t-il ?

Un rassemblement s'opérera autour des Etats-Unis, mais pour mener avec plus de force la guerre froide. La raison évidente en est que les pays d'Europe ont peur et cherchent de l'aide. L'Angleterre se rapprochera de plus en plus des Etats-Unis ; l'Allemagne se développera rapidement, nous ne pourrons pas éviter son arrangement ; la France sera reprise par son malthusianisme d'antan, et cette évolution aboutira inévitablement à son effacement.

VI

Depuis la Libération, les Français, loin d'être abattus par les épreuves, ont fait preuve de vitalité et de foi dans l'avenir, développement de la production, modernisation, transformation de l'agriculture, mise en valeur de l'Union française, etc.

Or, au cours de ces années, les Français ont oublié l'Allemagne et sa concurrence. Ils croyaient à la Paix. Ils retrouvent soudain l'Allemagne et la guerre.

L'augmentation de la production de l'Allemagne, l'organisation de la guerre froide, ressusciteraient chez eux les sentiments de crainte du passé, et feraient renaître les réflexes malthusiens. Ils retomberaient dans leur psychologie craintive au moment même où l'audace leur permettrait d'éliminer ces deux dangers, et ferait faire à l'esprit français les progrès pour lesquels il est prêt.

Dans cette conjoncture, la France est désignée par le destin. Si elle prend l'initiative qui éliminera la crainte, fera renaître l'espoir dans l'avenir, rendra possible la création d'une force de paix, elle aura libéré l'Europe. Et dans une Europe libérée, l'esprit des hommes nés sur le sol de France, vivant dans la liberté, dans des conditions matérielles et sociales constamment en progrès, continuera à apporter sa contribution essentielle.